~~FRC 2. 15523~~ 155.23
Case FRC 11867
40

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

MOTION D'ORDRE DE GRANDMAISON,

Député de la Gironde,

Sur l'urgence de la discussion des projets présentés par la Commission des Onze.

Séance du 7 messidor an 7.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

La perfide sollicitude des hommes qui félicitoient la puissance exécutive de sa sagesse et de son énergie, quand vous la pressiez d'adopter un systême plus conforme à la constitution et à sa conservation personnelle, provoque aujourd'hui fortement, hors de cette enceinte, la dissolution d'une commission dont tous les membres, investis depuis long-temps de votre confiance, ont acquis de nouveaux droits à l'estime de tous les bons citoyens.

Si l'impassibilité que vous avez montrée pendant les proscriptions dont vous avez été menacés; si les orateurs du Conseil des Anciens n'ont pas été intimidés par ces pièces de canon qui paroissoient dirigées contre la représentation nationale, démontrent à tous que la peur ne flétrit jamais vos cœurs, et que les mesures salutaires adoptées ne furent pas dictées par un sentiment aussi honteux; nous devons reconnoître cependant qu'en parlant d'agitation et d'alarmes avec autant d'invraisemblance qu'il y avoit d'aveuglement à nier naguères les dangers de la patrie, on pourroit réussir à tromper la juste inquiétude des républicains, en leur faisant perdre de vue leurs dangers et leurs véritables ennemis. C'est sans doute ce motif qui avoit déterminé notre collègue Sherlock à faire la proposition, dont le rejet a prouvé l'unanimité et la sécurité du Conseil.

Quoiqu'il soit bien constant dès-lors, que la commission des onze pouvoit continuer ses importans travaux sans alarmer les plus timorés; néanmoins, comme la peur est irréfléchie, et qu'on voudroit la propager, ou plutôt la faire naître, votre intention étant d'arriver bientôt au terme de votre permanence, après avoir assuré le salut de la patrie; je propose au Conseil d'ouvrir la discussion sur les projets qui ont été présentés hier, et qui vous ont été deja distribués.

L'envahissement d'une partie de l'Italie et de l'Helvétie, vos frontières menacées, la désorganisation de vos armées, des dilapidations de tout genre, l'anéantissement de l'esprit public, l'assassinat des patriotes, l'audace des contre-révolutionnaires commandoient impérieusement des mesures promptes et efficaces. Je crois qu'il y a autant d'urgence à les discuter, qu'il étoit instant de vous les proposer. Examinons avec l'attention convenable, discutons long-temps s'il le faut; mais

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

n'ajournons pas la délibération sur des propositions dont nos malheurs démontrent la nécessité. N'exposons pas nos collègues à des reproches aussi injurieux qu'absurdes; secondons leur zèle et leur impatience d'obtenir de cette crise des résultats heureux; que leur dévouement à braver la calomnie soit promptement récompensé par l'amélioration de toutes les parties de l'économie politique. Ils ne sont point effrayés des clameurs des hommes ombrageux ou mal-intentionnés; mais ayant été chargés par vous d'examiner la cause et l'étendue du mal qui fait toujours des progrès, ils ont dû reconnoître avant nous combien il étoit pressant d'y appliquer le remède. Ils s'en sont occupés sans relâche, pour vous mériter la reconnoissance du peuple français et de nos alliés.

Pouvons-nous, devons-nous différer un seul instant de procurer tous les secours réclamés depuis long-temps par nos généreux défenseurs qui combattent nuit et jour? N'est-ce pas les différer, que de renvoyer à demain une délibération qui peut paroître tardive aujourd'hui? Considérez combien ce retard prolonge la douloureuse existence de nos frères de la Cisalpine, de l'Helvétie et de la Ligurie, qui sont maintenant sans famille et sans patrie. Encore un jour, et peut-être des milliers d'hommes libres vont tomber sous les coups de ces hordes barbares et destructives salariées par la Russie, l'Autriche et l'Angleterre. Ne savons-nous pas que les agens d'un prétendu Louis XVIII ont répandu par-tout les plus perfides écrits? Ignorons-nous que ses sicaires n'attendent que le signal du carnage? Leur donnerons-nous le temps de frapper leurs victimes, et d'entraîner à la révolte ceux qu'ils ont abusés, et que nous serions obligés de combattre et de punir, si nous ne nous hâtons de les éclairer et de les défendre?

Représentans du peuple, vous avez prévenu, par votre sagesse et votre énergie, la plus grande calamité dont l'Europe ait été menacée depuis long-temps. Vous avez une seconde fois préparé la chûte de la coalition, qui avoit médité et croyoit pouvoir effectuer bientôt l'asservissement du genre humain. Mais il faut assurer à la nation les fruits de la victoire; il faut surtout accélérer ce moment si desiré où nous n'aurons plus besoin de vaincre.

Si ces considérations n'étoient pas suffisantes pour déterminer le Conseil, j'ajouterois que, dans ces circonstances difficiles, les républicains sont obligés de suppléer l'activité et la surveillance des autorités. Le courier de Bordeaux nous a apporté la nouvelle inquiétante que des patriotes ont obtenu des renseignemens assez précis sur les projets et les moyens des factieux, qui n'attendoient que l'arrivée d'un messager pour commencer le carnage. Dès le 2 messidor on a dû dénoncer aux autorités de cette commune les lieux désignés pour contenir des amas d'armes et de munitions, les postes fixés pour rassembler les sicaires, et même les noms de ceux qui paroissent destinés à les commander. De toutes parts et à chaque instant les patriotes réclament l'appui de la représentation nationale: empressez-vous de prescrire tout ce qui est utile et urgent, et vous serez à l'instant secondés par tous nos concitoyens.

Je finis en proposant le rapport de l'arrêté qui ajourne la discussion des projets présentés par la commission des onze, et en invitant le Conseil à les discuser successivement sans délai.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Messidor an 7.